

S'indigner revendiquer...

Depuis la création de notre puissant collectif en décembre 1977, c'est la première fois que ce rassemblement incontournable des travailleurs frontaliers, 20.000 en Moselle-Est, n'a pas eu lieu.

L'assemblée générale c'est la journée du frontalier, c'est le compte-rendu de notre Lutte au quotidien contre toutes les discriminations auxquelles sont confrontés les travailleurs et retraités frontaliers.

L'assemblée générale c'est la journée de la solidarité du frontalier, celle des membres déterminés qui nous soutiennent, vous êtes plus de 13.000 adhérents.

La pandémie n'a pas empêché de mener le combat auprès des autorités nationales, internationales et européennes quant aux nombreuses revendications en suspens dans le domaine du social et du fiscal.

Nous sommes actuellement confrontés à 4 gros dossiers : Chômage partiel (KUG) – CSG-CRDS – réforme des allocations de chômage – invalidité.

Nous revenons sur ces dossiers dans ce journal, déjà largement évoqués dans le précédent numéro.

Conformément à nos statuts, aux orientations prises en 1977 notre lutte pour la satisfaction de nos revendications spécifiques va de pair avec notre lutte contre la destruction de nos conquêtes sociales imposées par l'Union européenne. Au sujet, du délabrement de nos hôpitaux, la suppression de 112.000 lits en 20 ans, le manque de moyens (dont sont responsables les gouvernements successifs), il faut savoir que l'Union européenne a sommé la France 52 fois depuis 2012 de réduire ses dépenses pour la santé !

Ça rejoint la déclaration de Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France : « Si nous sommes en crise sanitaire, ce n'est pas parce qu'il y a trop de malades. C'est parce qu'il n'y a pas assez de soignants et pas assez de lits. »

Dans tous les pays européens, les gouvernements utilisent la pandémie et le confinement pour organiser un véritable massacre social. Tous les plans de licenciements que nous vivons aujourd'hui étaient déjà dans les tiroirs des décideurs.

Oui, ce sera de nouveau aux salariés de payer « *die Jahrhundertkrise* » (la crise du siècle), c'est ce discours qu'on entend en Allemagne. À ce sujet, un éminent économiste allemand Heinz Bontrup (qui revendique par ailleurs la semaine de travail de 30 h sans réduction de salaire), déclare que le capital dispose d'un gigantesque excédent de liquidités de 520 milliards d'euros. Et il pose la bonne question :

« Si les heures de travail et les performances professionnelles diminuent et que les salaires restent constants, il en reste moins pour les entreprises et le grand capital. Soit les travailleurs paient les coûts de la crise du siècle par la baisse des salaires et par les licenciements ou bien c'est le capital et les banques qui paient. »

Oui c'est au capital de payer !

En Allemagne comme en France, les sommets des directions syndicales accompagnent les orientations gouvernementales dans lesquelles de nombreux syndicalistes de terrain ne se reconnaissent pas. Ils se battent pour le maintien de l'outil de travail et contre le démantèlement des acquis sociaux.

Ils sont entrés en résistance, isolés dans leur combat ils ont besoin de soutien, il y a une urgente nécessité de faire converger toutes les luttes.

C'est l'heure de prendre conscience, dès que la pandémie reculera, nos gouvernants remettront sur la table les plans de destructions, réforme du chômage, réforme des retraites, faudra bien payer la facture de tous ces milliards. Oui, plus que jamais le « tous ensemble et en même temps. » n'a jamais été aussi vrai.

Dans tous les pays, la révolte des « crève-la-fin gronde. Ces grondements sont annonciateurs de l'orage.